

Après l'intervention de Nicolas Sarkozy. Un nouveau rendez-vous de mobilisation s'impose.

De l'entretien télévisé de Nicolas Sarkozy d'hier, on retiendra surtout qu'il réagissait à l'immense mobilisation des salariés du 29 janvier. Force est de constater que si le Président de la République s'est présenté à l'écoute des inquiétudes, il n'apporte aucune réponse concrète aux revendications exprimées.

Le Chef de l'Etat convoque le 18 février une rencontre entre les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats. Ce cycle de discussions pourrait notamment porter sur le partage des profits entre les actionnaires et les salariés. Cela confirme la force des revendications pour la revalorisation des salaires, la profondeur du sentiment d'injustice suscité par les réponses gouvernementales à la crise financière et économique. Mais Nicolas Sarkozy continue de justifier sa politique opposant la relance de l'investissement à celle de la consommation, pour mieux rejeter toute idée de revalorisation du SMIC et des salaires.

Face à l'expression des préoccupations sur l'emploi, il a dû occuper le terrain. Il s'est prononcé pour l'arrêt des délocalisations de l'industrie automobile, mais est resté muet sur les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour y parvenir. Il n'a apporté aucune réponse à la revendication de nouveaux droits collectifs d'intervention des salariés pour s'opposer aux suppressions d'emplois et aux fermetures d'entreprise. Pire, la seule décision prise est un nouveau cadeau accordé sans contrepartie aux entreprises : la suppression de la taxe professionnelle, annonciatrice d'un alourdissement de la fiscalité locale, au détriment du pouvoir d'achat des salariés, chômeurs et retraités.

Il a dû reconnaître que l'accord sur l'assurance chômage, non signé par 4 confédérations sur 5 et auquel la CGT s'est opposée, ainsi que celui sur le chômage partiel, ne répondait pas à l'évolution des besoins d'indemnisation des chômeurs. Il a envisagé des mesures complémentaires en matière de chômage partiel, pour les précaires et pour les jeunes. Mais aucune disposition immédiate n'a été annoncée, tout a été renvoyé à de nouvelles discussions.

En revanche, la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite est confirmée. Alors que les instituts officiels pronostiquent des centaines de milliers de suppressions d'emplois en 2009 dans le secteur privé, cela ne peut que réduire encore plus les offres d'emploi et aggraver le chômage.

Ni les propos du Président de la République ni ceux de la Présidente du MEDEF ne répondent aux revendications de la déclaration commune du 5 janvier des

8 organisations syndicales. Ils confirment le bien fondé de la mobilisation des salariés et la nécessité de la poursuivre et de l'amplifier. Dans les entreprises, le nouveau rapport de force créé par l'ampleur de la mobilisation doit se traduire en actions pour les salaires et l'ensemble des revendications. La pression de la mobilisation doit s'exercer sur la rencontre du 18 février. Un nouveau rendez-vous de mobilisation national interprofessionnel unitaire doit être proposé aux salariés.

Ces perspectives seront l'objet de la réunion de lundi des 8 organisations syndicales ayant appelé à l'action du 29 janvier, sur la base de leur déclaration revendicative commune.

La CGT le Vendredi 6 Février 2009

Rien sur les salaires, rien sur l'emploi, le président offre un nouveau cadeau au MEDEF ! Jean-Paul Piérot, chef du service Politique à l'Humanité, revient sur la prestation de Nicolas Sarkozy durant son intervention radio-télévisée

IL y avait bien davantage à redouter, qu'à espérer de l'intervention télévisée du chef de l'Etat. Comment allait-il répondre aux syndicats à l'origine de la mobilisation exceptionnelle du 29 janvier ? Sans surprise, Nicolas Sarkozy a été plus sensible aux propos tenus lors de l'assemblée générale du Medef qu'aux revendications exprimées à plus de deux millions de voix dans les rues de nos villes. La seule annonce précise que Nicolas Sarkozy ait formulée est la suppression de la taxe professionnelle à partir de 2010. Un nouveau cadeau est ainsi offert au patronat, qui vient d'ajouter à tous les allègements déjà consentis depuis mai 2007. Les entreprises se verront donc exemptées de leurs contributions aux infrastructures et plus généralement à l'activité sociale des communes dans lesquelles elles sont installées. Le manque à gagner pour les collectivités locales va mettre les élus dans une situation de plus en plus intenable, contraints de renoncer à des investissements d'intérêt général ou d'en faire payer le prix à la population. Huit milliards d'euros, selon le chiffre mentionné par le Président de la République vont être ainsi transférés des comptes publics aux caisses privées, pour ne pas encourager les sociétés à délocaliser. Pas question donc de prendre la moindre mesure qui puisse être ressentie comme une contrainte par les grands patrons « On ne peut imposer les mêmes règles à tout le monde » a lâché Nicolas Sarkozy.

Pour le reste, le président s'en est tenu aux promesses les plus vagues. Il a découvert qu'il y avait quelque injustice dans la répartition des richesses entre le capital et le travail ! Il en parlera aux partenaires sociaux qu'il rencontrera le 18 février. Il évoquera, promis juré, d'éventuelles mesures sur l'impôt sur le revenu au bénéfice des familles modestes (suppression de la 1^{re} tranche ? ou du deuxième tiers ?, ou relèvement des allocations familiales ?) On n'en saura pas davantage. _ En revanche, il ne sera pas question d'augmenter le SMIC ? « Après tout cela ne concerne que 17 % des salariés » s'est expliqué le président, qui considère par ailleurs qu'au dessus du SMIC, on entre dans les classes moyennes, à l'exemple, selon lui, des ouvriers du textile et de la sidérurgie... Ceux de Gandrange n'ont pas oublié l'engagement du président, il y a tout juste un an, qu'il ne permettrait pas la fermeture de l'aciérie par le groupe Miital. La fermeture confirmée, plus de 500 salariés licenciés..... Nicolas Sarkozy éprouvait quelques difficultés à s'exonérer de sa parole non tenue, confondant au passage le site de Gandrange et celui de Florange, où un des deux fours a été fermé.

Autre certitude, les coupes claires dans la fonction publique continueront, un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ne sera pas remplacé ; l'hôpital coûte trop cher, et il faudra réduire la voilure dans les collectivités territoriales. Et pour faire bonne mesure, Nicolas Sarkozy a annoncé que les intérêts des prêts consentis par l'Etat aux banques seront utilisés pour des dépenses sociales (1,4 milliard) Le président a malgré tout le sens de la charité.

« UNE POLITIQUE INCOHÉRENTE »

Benoît Hamon, porte-parole du parti socialiste.

« Nous n'avons pas entendu comment le président de la République aller mettre à contribution les bénéfiques du CAC 40. Face à un monde qui mute Nicolas Sarkozy ne change absolument rien à sa politique. Ce qui est consternant c'est de constater à quel point il se contredit, il est incohérent. Aucune remise en cause de la défiscalisation des heures supplémentaires qui crée pourtant du chômage, ni du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, ou de la suppression de 20 000 emplois dans l'hôpital public prévu dans la loi Bachelot. Parce qu'il ne comprend pas cette crise il est incohérent. Nicolas Sarkozy vient de découvrir qu'il n'y a pas de partage équitable des richesses et, en même temps, il refuse une augmentation des salaires. Il dit impossible une baisse de la TVA et annonce une suppression de la taxe professionnelle qui coûtera bien plus cher. Je crois que le président à une faible maîtrise des enjeux économique et sociaux de notre pays. Face a la crise, ce soir, Nicolas Sarkozy a choisi de laisser les Français seuls.

« UNE PRESTATION PRÉSIDENTIELLE MINABLE »

Réaction du PCF

La seule mesure concrète annoncée face à la crise est la suppression de la taxe professionnelle, c'est à dire un nouveau cadeau aux entreprises. On croit rêver ! Toutes les forces de gauches, tous les syndicats et l'immense majorité des Français estiment que ce n'est pas au monde du travail, à la population, de payer la crise. Ce n'est visiblement pas l'opinion du Président de la République qui promet tous les sacrifices à l'immense majorité des Français. Nicolas Sarkozy a troqué ses habits d'hyperprésident contre ceux de simple commentateur. Dans une émission intitulée « face à la crise », le seul qualificatif de la prestation présidentielle qui vient à l'esprit, c'est minable. Le Président a déclaré qu'il avait le sens du ridicule... Tant mieux, il l'a été ce soir.